Pièce N° 23

Monsieur Emmanuel DECORET
38, rue Mère Elise Rivet
69530 BRIGNAIS
06 77 53 76 35
emdecoret@yahoo.fr

Monsieur Zacharia Alahyane
Directeur général délégué au Numérique
de l'Agence Nationale de la Cohésion du territoire.
57 rue de varenne
75 007 Paris

Brignais, le 4 Mars 2021

Lettre recommandée avec accusé de réception n° 1A169 168 3492 9
#CONFIDENTIEL #
Objet : Relance Paiement
Référence: Lyon Sud Dépannage SARL immatriculée 533 760 963 R.C.S. LYON

Cher Monsieur,

Le 17 Octobre 2015, j'ai interpellé publiquement Monsieur le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique Emmanuel Macron sur ma situation personnelle conséquence de la liquidation de mon entreprise intervenue sans aucune base légale. Suite à cela, vous avez pris la peine de nous appeler le 24 novembre 2015, mon associé et moi-même pour nous écouter et nous rassurer sur le règlement des sommes dues et nous vous en sommes reconnaissants. J'ai le regret de vous informer qu'à ce jour, ce dossier n'est toujours pas soldé et qu'aucune somme ne nous a été versée malgré d'innombrables recours.

Agé de 45 ans, père de trois enfants encore petits, j'ai commencé comme apprenti dès l'âge de 13 ans puis je me suis engagé sous les drapeaux. J'ai servi le Gouverneur militaire de Paris, Monsieur Hervé Charpentier au 6eme Bima a Libreville au Gabon et je suis sorti Caporal médaillé de la Défense Nationale. De retour à la vie civile, pendant 10 ans, j'ai travaillé chez Renault en qualité de mécanicien spécialisé dans le dépannage, mission d'astreinte s'il en est puisque je me suis rendu disponible 24H/24H et 7J/7J pour intervenir sur les routes. Vous pouvez vérifier mes états de services auprès des autorités concernées : Armée, Police, Sécurité routière.

Afin d'exercer cette mission de service public exigeante dont le cahier des charges ne compte pas moins de 142 pages, j'ai monté avec mon père Monsieur Bruno Decoret, la SARL Lyon Sud Dépannage en 2011. Pour la financer, nous avons dû emprunter des fonds à la banque et à des membres de notre entourage. Eminent Docteur en mathématiques et psychologie, Maitre de conférences, professeur, mon père est aujourd'hui encore à 73 ans contraint d'exercer à défaut d'avoir pu obtenir le fruit de son investissement alors qu'il en est à 53 annuités de cotisations!

Je ne vous écris pas pour me plaindre ni pour obtenir un quelconque privilège mais vous comprendrez bien que de la résolution de mon dossier dépend le droit à la retraite d'un citoyen exemplaire. Dans un climat délétère quotidien, nos créanciers personnels et professionnels ont entamé des poursuites et saisies pour obtenir le remboursement de nos emprunts. Mon frère Xavier Decoret, Polytechnicien, Ingénieur en informatique, patron de Google Europe; ma sœur docteur en anthropologie, parmi d'autres. Je n'ose imaginer leur réaction si la situation de notre père devait se

Pièce N° 29

détériorer encore après 8 pénibles années de tracasseries invraisemblables. Le concernant, ce n'est pas qu'une question d'argent mais littéralement une question de vie ou de mort.

Chemin faisant, ces dernières années face à deux liquidations judiciaires, j'ai côtoyé de nombreux entrepreneurs, des associations, des syndicats patronaux, des lobbyistes et de nombreux avocats dont Me Eric Dupont Moretti, actuel Ministre de la Justice - Garde des Sceaux que j'ai consulté à Lille sur ce même dossier. Certains se sont spécialisés dans la condamnation de l'Etat français devant les instances internationales pour durée excessive des procédures collectives et ils gagnent! Pour ma part j'ai prononcé le serment en entrant dans l'armée de servir toujours la République. Il est scandaleux que l'argent public soit ainsi détourné de l'intérêt général malgré la Commission Montebourg sur les Tribunaux de Commerce, la Commission Attali et la courageuse loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. De même qu'il est scandaleux que les instructions du sommet de l'exécutif ne soient pas suivies d'actes. Je compte sur vous pour y mettre bon ordre.

Les factures impayées par l'Etat pour le travail d'enlèvement de véhicules sur réquisitions des services de police et le capital investi ne font l'objet d'aucune contestation de la part des services de l'état.

Par la présente, je sollicite donc le règlement amiable dans les quinze jours et à titre d'acompte de la somme de 462 453€ se répartissant comme suit:

197 453€ au titre des impayés de factures de l'Etat.
165 000€ représentant le capital social et les comptes courants d'associé.
100 000€ d'emprunt bancaire.

Pour information, le chiffre d'affaires du dernier exercice comptable définitif établi par la société d'expertise comptable Axeco (grand livre client) s'établissait à 467 329,74€ en septembre 2013 et l'actif était constitué notamment d'un important parc de véhicules et d'imposants équipements. Nous n'étions nullement en cessation de paiement, la société faisait même des résultats or pour rappel "La liquidation judiciaire est la procédure mise en place lorsqu'un débiteur - souvent une entreprise - n'est à la fois plus en capacité d'honorer ses créances et se trouve dans le même temps dans une situation qui ne permet pas d'espérer un rétablissement. « selon le site du Ministère de l'Economie Bercy Infos ».

Cher Monsieur, il y a urgence. Le règlement de cette dette de l'Etat nous permettra de régler nos créanciers personnels, de restaurer la sérénité parmi les nôtres et de redonner espoir à nos nombreux soutiens. C'est pourquoi je joins à la présente mon relevé d'identité bancaire afin de procéder au virement et me tiens naturellement à votre disposition pour toute information complémentaire.

Vous nous avez donnez votre parole, rendez nous notre honneur.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Emmanuel Decoret